

Zoom sur ...

[... la stratégie de l'Union européenne en Afrique, dévoilée le 9 mars : « Vers une stratégie globale avec l'Afrique »](#)

Le 9 mars, la Commission européenne et le Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont proposé les bases pour **l'élaboration de la nouvelle stratégie conjointe de l'Union européenne et l'Afrique** – qui devrait être adoptée à l'occasion du **6^{ème} sommet Afrique-UE en octobre 2020 à Bruxelles** et remplacer [la stratégie précédente](#), adoptée en 2007.

❖ **La proposition est articulée autour de 10 actions générales**

La stratégie conjointe Afrique-UE établit la feuille de route [du partenariat entre les deux continents](#), dont elle donne la philosophie générale. Elle est ensuite concrétisée au moyen de plans d'action pluriannuels, adoptés après chaque sommet Afrique-UE des chefs d'État et de gouvernement. [Le document dévoilé par la Commission européenne](#) ne se décline pas en proposition de politiques publiques concrètes mais en 10 actions générales :

(i) Maximiser les avantages de **la transition verte** et réduire les menaces pesant sur l'environnement **dans le respect de l'accord de Paris** ;

(ii) Stimuler **la transformation numérique** du continent ;

(iii) Augmenter **les investissements durables et résilients face aux effets du changement climatique** ; promouvoir les possibilités d'investissement en renforçant l'utilisation de mécanismes de financement innovants et **stimuler l'intégration économique régionale et continentale**, notamment par l'intermédiaire de l'accord sur la ZLECAf ;

(iv) Attirer les investisseurs en aidant les États africains à adopter des politiques et **des réformes réglementaires qui améliorent le climat des affaires** ;

(v) Améliorer l'apprentissage, **les compétences et les capacités de recherche et d'innovation**, en particulier chez les femmes et les jeunes ; protéger et améliorer **les droits sociaux et éradiquer le travail des enfants** ;

(vi) Approfondir le soutien de l'UE **aux efforts de paix** déployés par l'Afrique moyennant une forme de

coopération plus structurée et plus stratégique, avec un accent plus marqué sur les régions où les vulnérabilités sont les plus importantes ;

(vii) Intégrer **la bonne gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme, l'état de droit et l'égalité entre les hommes et les femmes** dans l'action et la coopération ;

(viii) Garantir la résilience en créant un lien entre les interventions (qu'elles relèvent de l'humanitaire, du développement, de la paix ou de la sécurité) à toutes les étapes du cycle d'un conflit ou d'une crise ;

(ix) Mettre en place des partenariats équilibrés, cohérents et globaux en matière de **migration et de mobilité** ;

(x) Renforcer l'ordre international fondé le **système multilatéral** et centré sur les Nations unies.

❖ **Cette stratégie conjointe n'est qu'un élément des multiples cadres de coopération Afrique-UE**

Le partenariat Afrique-UE complète les cadres de coopération existants de l'UE avec l'Afrique et son voisinage, aux niveaux bilatéral et régional. D'autres cadres existants vont au-delà du continent africain, tels que **l'accord de partenariat ACP-UE** - également connu sous le nom d'accord de Cotonou, conclu en 2000, qui implique les pays africains ainsi que le groupe des États du Pacifique et des Caraïbes. **L'accord de Cotonou constitue la base juridique du Fonds européen de développement (FED)** – dont la 11^{ème} tranche, dotée de 30,5 Mds EUR sur 6 ans (11^{ème} FED 2014-2020), arrive à échéance cette année. [En Côte d'Ivoire, les activités du 11^{ème} FED](#) se sont par exemple déployées pour un montant total de 272,8 M EUR. La conclusion des négociations sur le **nouvel accord de partenariat entre l'UE et les pays ACP devrait ainsi également survenir en 2020**.

A l'échelle régionale, en Afrique de l'Ouest, l'actuel [Programme indicatif régional \(PIR 2014-2020\)](#) met à disposition des pays de la CEDEAO **1,1 Md EUR pour la paix, l'intégration économique et la résilience écologique**. Celui-ci arrivera également à échéance cette année. Par ailleurs, [un accord de partenariat économique \(APE\) entre l'UE et la CEDEAO et la Mauritanie](#) a été conclu en février 2014, sans que celui-ci ne soit pour l'instant mis en œuvre.

❖ **L'Union européenne est le principal partenaire économique de l'Afrique**

En 2018, le total des échanges de biens entre les 27 actuels États membres de l'UE et l'Afrique s'élevait à 235 Mds EUR (dont près de 50 Mds EUR d'échanges depuis et vers la France), soit **32% des échanges**

totaux de l'Afrique. À titre de comparaison, ce montant était de 125 Mds EUR pour la Chine (17%) et 46 Mds EUR pour les États-Unis (6%). En 2017, le stock d'investissements directs étrangers des 27 États membres de l'UE en Afrique s'élevait à **222 Mds EUR, soit plus de cinq fois les stocks des États-Unis** (42 Mds EUR) **ou de la Chine** (38 Mds EUR).

ACTUALITE REGIONALE

La BAfD entre au capital de Yeelen Financial Fund

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 11 mars à Abidjan, une prise de participation de 12 M EUR au capital du fonds Yeelen.](#) Yeelen Financial Fund L.P est un fonds d'investissement créé il y a 12 ans, domicilié à Maurice et à Lomé. Il vise une capitalisation de 65 M EUR afin d'investir dans les institutions financières des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ce fonds investira en capital dans des banques, des institutions de microfinance (IMF), des sociétés de technologie financière (Fintechs) et des compagnies d'assurance. L'objectif est d'aider ces institutions à se conformer aux exigences réglementaires en termes de minimum de capital et de fonds propres ; de soutenir leur expansion en élargissant leur portée aux populations financièrement exclues et en développant des produits de crédit et d'assurance adaptés à leurs conditions. Par cet investissement, la BAfD entend renforcer l'inclusion financière dans la zone UEMOA, où le taux d'inclusion financière était estimé à 57,1% en 2018.

Adoption d'un plan d'action sur la formation des cadres des administrations fiscales et douanières des États l'UEMOA

[La commission de l'UEMOA a organisé un atelier les 9 et 10 mars 2020 à Abidjan,](#) en partenariat avec Expertise France, l'Organisation Mondiale des Douanes et avec l'appui de la Direction générale des douanes ivoirienne. Cet atelier fait suite à la présentation, lors de la réunion des Ministres de la zone franc (RMZF) d'octobre 2019, des recommandations de l'étude sur la formation des cadres des administrations fiscales et douanières, financée par l'Agence Française de Développement et réalisée par Expertise France. Les travaux conduits à Abidjan ont permis l'adoption d'un plan d'action par les représentants des Etats membres de l'UEMOA. Il porte sur le pilotage et l'organisation de la formation professionnelle et la modernisation des dispositifs de formation initiale et continue existant. Ce plan se décline à la fois au niveau régional et à l'échelle des institutions des États membres et sera soumis à la validation des Ministres lors de la prochaine RMZF.

BENIN

Appels d'offres pour la cité ministérielle et le marché de gros

La société immobilière et d'aménagement urbain (SI MAU) vient de lancer deux appels d'offres internationaux, l'un pour la [construction d'une cité ministérielle à Cotonou](#) (10 bâtiments R+5, data center...), dont la date de clôture est fixée au 10 juin 2020, et l'autre pour la construction du [Pôle agroalimentaire de l'agglomération du Grand Nokoué à Abomey-Calavi](#) (entrepôts/marchés de gros, abattoir, VRD...) avec un dépôt des offres au plus tard le 9 juin 2020. Ces deux opérations font partie des projets inscrits au PAG (programme d'actions du gouvernement). La SI MAU est une Société Anonyme avec Conseil d'Administration dont les actionnaires sont l'Etat du Bénin, la BOAD, les sociétés d'assurance et les banques de la place.

Dématérialisation du processus d'obtention du permis de construire

[Le gouvernement béninois a annoncé officiellement le 11 mars 2020 la mise en place d'une plateforme en ligne \(\[www.permisdeconstruire.gouv.bj\]\(http://www.permisdeconstruire.gouv.bj\)\),](#) en vue d'alléger le processus d'obtention du permis de construire pour les investisseurs désirant s'installer au Bénin ainsi que pour ces citoyens. Pour accompagner ce dispositif, le gouvernement a en outre adopté un décret permettant d'alléger la procédure en termes de délai et de coût, à travers notamment la suppression de la nécessité de légaliser les actes de propriété, la délivrance du

permis de construire dans un délai de 14 jours pour Cotonou, la suppression des frais d'étude perçus par le groupement national des sapeurs-pompiers, etc. Ces initiatives devraient permettre au Bénin d'améliorer son positionnement dans le classement Doing Business. Le pays occupe le 149^e rang dans le classement Doing Business 2020, soit un gain de 4 places par rapport à l'édition précédente.

BURKINA FASO

Suivi-contrôle de 3 projets routiers par le REN-LAC

[Le Réseau national de lutte anti-corruption \(REN-LAC\), association d'utilité publique, a organisé un atelier de suivi citoyen des projets routiers de l'Etat le 21 février 2020.](#) Les projets évalués concernent la RN4, l'axe Manga Zabré et l'axe Kantchari-Diapaga-Tansarga-Frontière Bénin. Le REN-LAC relève des retards importants, dont il impute la responsabilité aux entreprises attributaires et à l'Etat, défaillant dans le choix des entreprises et l'application des sanctions, et dénonce des ententes entre ces deux acteurs. La réponse du représentant gouvernement à cet atelier fait état du choix justifié des entreprises compte tenu de la complexité des chantiers et des besoins de qualité et de célérité. Fin octobre 2019, les taux d'exécution de ces travaux varient de 0% et 76% alors que les délais écoulés varient de 26% à 95%, voire dépassés.

Appui de 748 K EUR de l'UE pour renforcer la Cour des comptes

Le 11 mars 2020, [la Cour des comptes a procédé au lancement d'un second « Projet de renforcement des capacités »](#), financé par l'Union européenne à hauteur de 748 K EUR. Ce nouveau volet s'appuie sur un plan stratégique 2019-2023, incluant des actions prioritaires prévues sur deux ans. Il vise à relever quatre défis majeurs : (i) le renforcement du cadre juridique, institutionnel et organisationnel ; (ii) le renforcement du contrôle juridictionnel et non juridictionnel ; (iii) l'amélioration de la diffusion des informations et de la visibilité des actions et (iv) le renforcement des capacités opérationnelles.

Appel d'offres international pour la réalisation d'une composante du projet d'électrification YELEEN

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet YELEEN, co-financé par l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne et la Banque africaine de développement (BAfD), l'AFD a lancé, le 11 mars 2020, [un avis d'appel d'offres international](#) pour la réalisation des travaux de construction clé-en-main, exploitation et maintenance pendant 2 ans, et assistance technique d'une centrale photovoltaïque (42 MWc) et du Poste 90/33 kV de Ouagadougou Nord-Ouest raccordées au réseau national interconnecté. La date limite de dépôt des soumissions est fixée au 9 juin 2020 à 9h00 auprès de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL).

CAP-VERT

Présentation de l'initiative « Main dans la main » de la FAO à Praia

[L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\), en partenariat avec les ministères de l'agriculture et de l'environnement ainsi que de l'économie maritime du Cap-Vert, a présenté, le 10 mars 2020 à Praia, l'initiative « Main dans la main ».](#) Les objectifs de l'initiative sont entre autres d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable pour éliminer la pauvreté, d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et contribuer à la réalisation de tous les objectifs de développement durable, en donnant la priorité aux pays les moins avancés. Elle a été lancée en septembre 2019 à Rome et adopte une approche axée les systèmes alimentaires orientés par le marché afin d'augmenter la quantité, la qualité et l'accessibilité des aliments nutritifs disponibles sur les marchés locaux, régionaux et nationaux.

COTE D'IVOIRE

Signature d'une convention de prêt de 18,7 M EUR de l'AFD pour le financement de 3 universités et écoles supérieures d'excellence

Le 10 mars, [l'Agence française de développement \(AFD\) a accordé un appui financier d'un montant de 18,7 M EUR au bénéfice de 3 universités publiques de Côte d'Ivoire](#) : l'Université Félix Houphouët-Boigny, l'École nationale supérieure de Statistique et d'Économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan, ainsi que l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) de Yamoussoukro. Cet appui s'inscrit dans le cadre du projet Centres d'excellence d'Afrique (CEA), dont l'objectif est de stimuler les capacités de formation et de recherche des centres régionaux d'excellence, susceptibles d'attirer les meilleurs étudiants, de développer la qualité de leurs formations, notamment aux niveaux Master et Doctorat et d'articuler leurs activités de recherches autour des enjeux de développement nationaux et régionaux. Lors de la cérémonie de signature, l'Ambassadeur de France, Gilles Huberson, a rappelé que plus 500 M EUR ont été engagés par la France depuis 2012 dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur via l'AFD.

Adoption d'un protocole d'accord qatari-ivoirien

[Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire a adopté un décret ratifiant un mémorandum d'entente de coopération entre les gouvernements ivoiriens et qataris dans le domaine de la culture](#). Il vise à favoriser le développement d'infrastructures culturelles, de programmes d'activités culturelles et l'organisation de manifestations culturelles impliquant les deux États.

Pose de la première pierre de la phase 4 du projet d'Azito à cycle combiné de 253 MW

Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, a procédé, le 6 mars à Yopougon, [à la pose de la première pierre de l'extension de la centrale thermique d'Azito](#) (phase 4) à cycle combiné de 253 MW. D'un montant de 217 Mds FCFA, cette extension devrait rentrer en service dès 2021. Selon le ministre, la capacité de production d'électricité de la Côte d'Ivoire a augmenté de 60% depuis 2011, pour s'établir à 2 229 MW. L'objectif du gouvernement est d'atteindre une capacité de 4 000 MW avec un mix énergétique constitué à 42% d'énergie renouvelables d'ici 2030. Ce projet permettra la création de 2 000 emplois directs et indirects durant la phase de construction.

Signature de l'accord de financement de la centrale « CIPREL V »

[Le groupe industriel panafricain Eranove, la Société financière internationale \(IFC\), membre du Groupe de la Banque mondiale, et l'État de Côte d'Ivoire ont signé les accords de financement de 404 MEUR pour la construction d'une nouvelle centrale électrique en Côte d'Ivoire](#). La centrale dite Ciprel V, portée par la société Atinkou, est située à Jacquerville à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan. Elle aura une puissance installée de 390 MW en cycle combiné. Jusqu'à 2 500 personnes seront employées localement pendant la phase de construction de la centrale Atinkou qui produira annuellement 2 875 GWh, soit l'équivalent de la consommation d'environ un million de foyers.

Lancement de l'offre internet très haut débit de Vivendi à Abidjan

[Le Groupe Vivendi Africa \(GVA\) a annoncé le lancement de l'offre d'internet très haut débit « Canalbox » à destination du grand public en Côte d'Ivoire](#). Marco de Assis, président de GVA, a indiqué que son entreprise vise à démocratiser l'accès à Internet en proposant une connexion illimitée avec un débit jusqu'à 50 MB/s pour 30 000 FCFA (45 EUR) par mois. Le déploiement de l'offre de fibre optique est pour l'instant cantonné à quelques quartiers d'Abidjan (Marcory, Treichville, Cocody, Plateau, Riviera). GVA a lancé ses activités à Libreville (Gabon) en 2017, à Lomé (Togo) en 2018 puis à Pointe Noire et Brazzaville (République du Congo) en 2019.

Renouvellement de 4 autorisations d'exploitation de gisements pétroliers

[Le gouvernement ivoirien a adopté 4 décrets prorogeant de 10 ans les autorisations exclusives d'exploitation de gisements pétroliers et gaziers pour le bloc CI-27](#) (gisements « Foxtrot », « Mahi », « Manta » et « Malin

»). Ces mesures participent de la mise en œuvre de la stratégie initiée par le Gouvernement pour assurer l’approvisionnement constant et continu en gaz naturel des nouvelles centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4, en vue de garantir la suffisance de la production électrique nationale.

Approbation de la convention de concession du terminal roulier du port autonome d’Abidjan

[La concession du Terminal Roulier du Port Autonome d’Abidjan a été approuvée par le Conseil des ministres du 11 mars 2020.](#) Bolloré, Terminal Link, Grimaldi et Movis sont les actionnaires du concessionnaire (TERRA). Cette convention s’inscrit dans la politique d’amélioration de la compétitivité du Port Autonome d’Abidjan par la modernisation de certaines infrastructures. Le terminal roulier disposera d’une capacité d’accueil de 70 000 véhicules par an.

La nouvelle Stratégie nationale de développement de la riziculture 2020-2030 présentée

La nouvelle Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR), qui s’étend jusqu’en 2030, a été officiellement adoptée [par le Conseil des ministres du 11 mars 2020](#). A travers cette stratégie, l’objectif du gouvernement est d’atteindre l’autosuffisance en riz d’ici 2025, puis de devenir exportateur à l’horizon 2030. La SNDR prévoit la réhabilitation de 64 barrages et des parcelles rizicoles sur environ 55 000 hectares, pour un coût global estimé à 150 Mds FCFA, en vue de faire basculer progressivement la riziculture de type traditionnel et de subsistance non rentable à une riziculture industrialisée compétitive et respectueuse de l’environnement. Pour rappel, la première SNDR a été initiée en février 2012 dans le but de satisfaire l’ensemble des besoins de consommation nationale en riz. La production en Côte d’Ivoire est passée de 984 K tonnes de riz blanchi en 2012 à 1,3 M tonnes en 2018. La CEDEAO représentent aujourd’hui plus de deux tiers de la consommation de riz en Afrique subsaharienne (près de 22 Mt par an). L’Afrique de l’Ouest est la seule région du continent où la production est endémique, avec des espèces de riz qui y sont cultivés depuis plusieurs milliers d’années, et produit encore environ 60% du riz cultivé en Afrique subsaharienne (21,5 M tonnes de riz paddy en 2017).

GAMBIE

Baisse du taux directeur de la Banque centrale de 0,5 pp à 12%

A l’issue de la dernière [réunion du Comité de politique monétaire](#), le gouverneur de la Banque Centrale de la Gambie, Bakary Jammeh a annoncé (i) la baisse de 0,5 pp du taux directeur de la Banque centrale de Gambie, à 12%, (ii) la hausse du taux de facilité de dépôt permanente de 0,5 pp à 3% et (iii) la baisse de la facilité de prêt de 0,5 pp à 13%. Selon les chiffres de la Banque centrale, la croissance s’est établie à 6% en 2019 (contre 6,5% en 2018) et est projetée 6,2% en 2020, tirée principalement par le secteur tertiaire, en particulier le tourisme, le commerce et les services financiers. En outre, les secteurs de l’agriculture et de la construction devraient contribuer fortement à la croissance en 2020. Le déficit courant a diminué, passant de 4,3% du PIB en 2018 à 2,6% en 2019. L’inflation globale a décéléré à 7,4% en janvier 2020, après s’être stabilisée à 7,7% en novembre et décembre 2019, principalement en raison de la décélération des prix des articles non alimentaires. Le taux d’inflation des produits alimentaires a augmenté à 7,9% en janvier 2020, contre 6,2% en janvier 2019. Selon les projections de la Banque centrale, l’inflation globale devrait continuer de décélérer dans le court terme, grâce en partie à la stabilité continue du taux de change.

GUINEE

La nouvelle date pour la tenue du double scrutin fixée par la Ceni

[La Commission électorale nationale indépendante \(Ceni\) a choisi la date du 22 mars 2020 pour la tenue du double scrutin législatif et référendaire en Guinée.](#) Toutefois, cette nouvelle date devra être approuvée par la Cour constitutionnelle, avant d’être éventuellement avalisée par un décret présidentiel. L’annonce de cette nouvelle date intervient après qu’[une mission d’experts de la CEDEAO, venue auditer le fichier électoral, ait transmis la veille une synthèse de ses recommandations](#), où elle préconise vivement le retrait de 2 438 992 individus inscrits sur la liste électorale sans aucune pièce justificative. Parallèlement, le principal mouvement

de l'opposition, le Front National pour la Défense de la Constitution, a saisi la Cour de Justice de la CEDEAO dans l'objectif de suspendre le changement de la constitution. Celle-ci devrait délibérer le 19 mars prochain.

2^{ème} édition du Salon des entrepreneurs de Guinée les 11 et 12 mars 2020

[La 2^e édition du Salon des Entrepreneurs de Guinée \(SADEN 2020\) s'est tenue à Conakry les 11 et 12 mars 2020](#), après une soirée inaugurale le 10 mars en présence du Président Alpha Condé. Cette édition était placée sous la thématique de « l'entrepreneuriat comme accélérateur de développement des chaînes de valeur agro-alimentaires ». L'évènement a accueilli des stands d'entreprises locales, venues présenter leurs produits et services et nouer des contacts ou trouver de nouveaux partenaires. Des prix ont été remis aux meilleurs jeunes entrepreneurs dans plusieurs catégories. Au total, 2 500 entrepreneurs ont pris part à l'évènement.

GUINEE-BISSAU

Visite officielle de Umaro Sissoco Embaló dans trois pays de la sous-région

Le candidat déclaré vainqueur du second tour de l'élection présidentielle de décembre 2019 par la Commission nationale des élections, [Umaro Sissoco Embaló, a effectué du 10 au 13 mars 2020 une visite officielle au Sénégal, au Niger et au Nigéria](#), à l'invitation de leurs Présidents respectifs. Cette tournée a été l'occasion pour Umaro Sissoco Embaló de faire une mise au point de la situation politique dans son pays et de renforcer les relations bilatérales. Par ailleurs, [une mission de la CEDEAO, prévue séjourner du 9 au 13 mars 2020 en Guinée-Bissau pour aider à la résolution de la crise politique, a été annulée](#), suite à la protestation du gouvernement de Nuno Nabiam, Premier ministre nommé par Umaro Sissoco Embaló.

Appui du FIDA pour renforcer la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques

Dans [un communiqué](#) publié le 4 mars 2020, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a annoncé son appui au Projet relatif à la diversification de l'agriculture, l'intégration des marchés, la nutrition et la résilience face aux changements climatiques, mené en Guinée-Bissau. Ce projet vise à réduire la pauvreté, accroître la productivité et les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et renforcer la résilience d'au moins 287 000 petits exploitants face aux changements climatiques. Il favorisera également la diversification des cultures en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard de celles du riz et de la noix de cajou. L'accord de financement, qui comprend un prêt de 11,8 M USD (13,1 M EUR) et un don de 4,3 M USD (4,8 M EUR), a été signé par correspondance par le Président du FIDA, Gilbert Houngbo, et par le Ministre des finances de la République de Guinée-Bissau, Geraldo João Martins. Le coût global du projet est de 65,7 M USD (73 M EUR). L'État bissau-guinéen contribue à hauteur de 7,6 M USD (8,4 M EUR), auxquels s'ajoutent 4,9 M USD (5,4 M EUR) apportés par les bénéficiaires eux-mêmes ainsi que d'importants cofinancements provenant d'autres partenaires de développement. [Pour rappel, la Guinée-Bissau fait partie des pays les moins avancés \(PMA\) au monde](#). Son taux de pauvreté est très élevé, en particulier dans les zones rurales, où jusqu'à 80% de la population vit dans l'extrême pauvreté, travaillant le plus souvent dans l'agriculture. Les petits exploitants sont particulièrement menacés par l'augmentation des températures, la hausse du niveau de la mer et les perturbations climatiques qui touchent la production agricole.

LIBERIA

Maintien du taux directeur de la banque centrale

[Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria \(CBL\), lors de sa réunion du 3 mars 2020, a annoncé sa décision de maintenir le taux directeur à 30%](#), malgré la baisse du niveau d'inflation (25,8% en g.a. au 4^{ème} trimestre 2019, contre 30,9% le trimestre précédent. Cette décision vise entre autres à (i) maintenir le taux de rendement positif des investissements dans les instruments financiers et maintenir la réserve de valeur de la détention de dollars libériens ; (ii) renforcer la confiance du marché ; (iii) s'adapter à l'incertitude de l'économie mondiale, liée en particulier au Covid-19.

MALI

La BAfD accorde plus de 49 M EUR pour la construction de la « route de l'unité nationale »

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) et le gouvernement du Mali ont signé, le 5 mars dernier à Kidal, un accord de financement d'un montant de 32,25 Mds FCFA](#) (49,2 M EUR) pour la construction de la route Bourem-Kidal, longue de 285,83 km et surnommée « route de l'unité nationale ». D'un coût total de 87,3 Mds FCFA (133,1 M EUR), ce projet bénéficie également d'un appui de l'Union européenne pour 46 Mds FCFA (70,1 M EUR) et de l'Etat malien pour un peu plus de 9 Mds FCFA (13,7 M EUR). Ce projet a pour objectif de contribuer à la croissance économique et sociale de la région par le désenclavement des zones du nord du pays. Le trajet Bourem-Kidal constitue la branche malienne de la route transsaharienne (RTS), une infrastructure au centre d'enjeux économiques, sociaux, politiques et sécuritaires à l'échelle du continent. Cette route est en effet située sur les corridors transafricains Alger-Lagos et Dakar-Djibouti, axes prioritaires du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

La semaine du coton malien 2020

[L'Association des jeunes pour la valorisation du coton \(AJVC\) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture organise, du 12 au 14 mars 2020, des journées d'échanges sur la valorisation du coton à Bamako.](#)

L'évènement prévoit des séances de réflexion sur la valorisation de la filière, une foire d'exposition, des défilées de mode ou encore des rencontres B2B. La production biologique sera particulièrement mise à l'honneur, notamment via la présence du groupe suisse Eléphant vert (dont le siège social est en France), fournisseur d'intrants biologiques. Pour rappel, le Mali est le premier producteur africain de coton (au coude à coude avec le Bénin) et ambitionne de produire 800 000 tonnes de coton pour la campagne 2019-2020. Alors qu'il s'agit du deuxième produit d'exportation du pays (15% des exportations totales en 2018), seul 2% de sa production est transformée localement. La production de coton biologique est un sujet majeur de coopération entre le Mali et la France : à l'occasion de la visite du Premier ministre français Edouard Philippe au Mali en février 2019, le géant français de la distribution Carrefour s'est ainsi engagé à acheter 3 000 tonnes de coton malien bio sur trois ans pour aider à la création de la filière bio.

MAURITANIE

La Banque mondiale approuve un plan d'aide au système national de filets sociaux adaptatifs pour un montant de 52 M USD

[Le Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale a approuvé, le 10 mars 2020, deux dons d'un montant total de 52 M USD](#) (subvention de 45 M USD par IDA 18 et subvention de 7 M USD par le Programme de protection sociale adaptative pour le Sahel) pour aider la Mauritanie à améliorer l'efficacité et l'efficience du système national de filets sociaux adaptatifs et élargir sa couverture aux ménages pauvres et vulnérables par des transferts sociaux ciblés, notamment auprès des réfugiés et des communautés d'accueil. Ces financements permettront de soutenir l'engagement du gouvernement mauritanien à renforcer le système de filets de sécurité adaptatifs tel que défini dans sa Stratégie nationale de réduction de la pauvreté pour la période 2016-2030 (Stratégie de la croissance accélérée et de la prospérité partagée). Plus de 290 000 personnes vivant dans l'extrême pauvreté bénéficieront du programme.

Cinquième revue du FMI au titre de la facilité élargie de crédit

[A l'issue de leur mission](#), les services du FMI considèrent que le programme économique et financier dans le cadre de la Facilité élargie de crédit est exécuté de manière satisfaisante et encouragent le gouvernement à maintenir le cap des réformes. La mission recommande aux autorités : i) d'augmenter les dépenses sociales en particulier concernant l'éducation, la santé et les infrastructures ; ii) de maintenir une prudence budgétaire et monétaire pour conserver l'équilibre ; iii) de maintenir le rythme des réformes, notamment afin d'améliorer la collecte des impôts et droits de douanes. Le Chef de la mission a précisé que la crise du coronavirus devrait vraisemblablement impacter économiquement la Mauritanie et a assuré les autorités du soutien du FMI en cas de crise économique majeure. Le Conseil d'administration du FMI devrait se réunir en juin 2020, avant de

procéder au décaissement de 23 M USD (20,7 M EUR). La sixième et dernière revue du programme devrait se tenir septembre 2020.

Le Koweït accorde un prêt de 32,6 M USD pour la construction d'une route

[Le Fonds Koweïtien a consenti à la Mauritanie un accord de prêt pour le financement d'un projet de construction d'une route dans l'extrême sud-est du pays.](#) Le montant du prêt s'élève à 10 M KWD, soit 29,3 M EUR. Longue de 150 kilomètres en deux tronçons, la route en question devra soutenir le développement économique et social dans les zones bénéficiaires, en facilitant notamment la circulation des personnes et des marchandises dans une partie quasi enclavée de la Mauritanie. L'accord a été signé entre le ministre de l'Economie et de l'Industrie mauritanien et le conseiller du président du Fonds Koweïtien de développement économique arabe chargé des opérations.

Baisse de 20% du tarif social de l'électricité

[La Société mauritanienne d'électricité \(SOMELEC\) a annoncé la baisse de 20% du tarif social de l'électricité depuis le 1^{er} mars 2020,](#) conformément au programme « Priorité n°1 » du président Ghazouani. Près de 57% des abonnés, soit 173 426 clients, bénéficient de cette baisse. Le taux d'électrification dans le pays est de 42,9%, selon la Banque mondiale.

Révision des conditions d'octroi des visas d'entrée

[Les autorités mauritaniennes ont décidé la création d'un comité interministériel chargé de réexaminer les conditions d'attribution du visa d'entrée dans le pays.](#) La commission a tenu sa première session le 10 mars dernier et souhaite simplifier les procédures afin d'adapter les exigences du pays aux besoins de la promotion de l'investissement extérieur et du tourisme. Ainsi, deux sous-comités ont été créés, l'un chargé d'examiner l'action de l'Agence nationale pour le registre de la population et des titres sécurisés (ANRPTS), et l'autre de réexaminer les frais de visa et de la mise en place des conditions nécessaires à l'introduction du système de plateforme électronique pour l'octroi de visa. Pour l'heure, un visa d'entrée en Mauritanie d'un mois coûte 55 EUR. Au cours des dernières semaines, le gouvernement mauritanien a annoncé la création d'un Conseil supérieur de l'investissement (CSI) et adopté une feuille de route pour l'amélioration du climat des affaires

NIGER

MGI Communications retenue pour la mise en place d'un système de contrôle des télécommunications

[L'offre de l'entreprise suisse MGI communications SA a été retenue par le gouvernement nigérien pour la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle des services de télécommunications.](#) Le coût global de ce projet financé par l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) et l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP) est de 20,7 M EUR (13,6 Mds FCFA) hors taxe. Le délai d'exécution est de 5 ans.

Approbation de 6 nouveaux permis de recherche minière dans les régions d'Agadez et de Tillabéri

[Le Gouvernement nigérien a approuvé 6 nouveaux permis de recherche minière,](#) dont 4 pour l'uranium et substances connexes à la Société Loxcroft Resources dans les départements de Tchirozerine et d'Arlit de la région d'Agadez et 2 pour l'or et métaux connexes à la Société Lâlin-Niger dans le Département de Torodi de la région de Tillabéri. En contrepartie, les sociétés Loxcroft Resources et Lâlin-Niger s'engagent à investir dans les trois ans à venir respectivement de 8 M USD (7,2 M EUR) et 6,34 M USD (5,7 M EUR).

Organisation du 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitat 2021.

L'Institut national de la statistique (INS) du Niger se prépare à réaliser le cinquième recensement général de la population et de l'habitat 2021. Dans ce cadre, [un atelier regroupant les députés nationaux, les chefs traditionnels et les cadres de l'INS, a été organisé à Dosso pour élaborer le projet de document et mobiliser la population.](#) Le Niger a réalisé quatre recensements généraux précédents en 1977, 1988, 2001 et 2012. Ce

recensement couvrira l'ensemble du territoire et permettra de collecter les informations sur la composition des ménages, les principales caractéristiques démographiques de ses membres, la fécondité et la mortalité.

SENEGAL

12 M EUR injectés dans la région de Kaffrine

[La région de Kaffrine va bénéficier de 8 Mds FCFA \(12 M EUR\) dans le cadre du projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeur \(PROVAL\)](#), dont le financement global s'élève à 80 Mds FCFA (122 M EUR). Le PROVAL vise à augmenter les productions agricoles et à favoriser des emplois décents pour les jeunes et les femmes. A Kaffrine, il sera axé sur l'aménagement des bas-fonds sur une superficie de 750 ha, l'aménagement de périmètres maraîchers pour les jeunes et les femmes ainsi que la création de 35 fermes agricoles. Selon le responsable du suivi et de l'évaluation du projet, la ville bénéficierait également d'un aménagement de mares pastorales pour l'abreuvement du bétail et de la réalisation de plateformes multifonctionnelles pour la transformation des produits agricoles. Le PROVAL devrait intervenir, en plus de Kaffrine, dans les régions de Kaolack, Fatick, Diourbel, Thiès, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor.

SIERRA LEONE

Institution d'un nouveau prix-plancher pour la minute d'appel

[La Commission nationale des télécommunications](#) (Natcom) de la Sierra Leone a invité tous les opérateurs de téléphonie mobile du pays (Orange, Africell, Qcell et Sierratel) à mettre en application à partir du 6 mars 2020 le nouveau prix-plancher de 590 Le (0,05 EUR) sur la minute d'appel. Ce nouveau tarif est conforme à la loi de finances 2020 du pays, et tous les calculs de la taxe sur les biens et services seront effectués sur la base de cette loi. Le nouveau prix-plancher est plus faible que l'ancien qui était de 650 Le (0,06 EUR).

Le président de la BAfD en visite officielle en Sierra Leone

Après sa rencontre avec le Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, au sommet de l'UA en février 2020, [le président Akinwumi Adesina de la Banque Africaine de Développement \(BAfD\) s'est rendu comme annoncé dans le pays du 11 au 13 mars](#). La visite a été l'occasion d'approfondir les discussions sur plusieurs fronts, en particulier sur la manière dont la Banque peut aider la Sierra Leone à mettre en œuvre le Plan national de développement 2019-2023, qui se concentre sur le développement du capital humain. Les discussions ont porté également sur l'initiative des Leaders africains pour la nutrition (ALN), qui œuvre pour lutter contre la malnutrition, un sujet de grande préoccupation pour le pays. La stratégie de la BAfD (2013-2019) pour la Sierra Leone a approuvé 28 projets, couvrant divers secteurs : transports, eau, agriculture et énergie, entre autres. Depuis 1967, la Banque a financé des projets et programmes dans le pays pour un montant cumulé de 758 M USD (682,2 M EUR).

TOGO

La campagne 2020 de commercialisation de noix de cajou lancée avec un prix bord champ fixé à 325 FCFA

Le Conseil interprofessionnel de la filière anacarde du Togo (CIFAT) a lancé, le 6 mars, [la campagne 2020 de commercialisation de noix de cajou](#). Le prix bord champ a été fixé à 325 FCFA. Le volume de noix de cajou commercialisées devrait passer de 22 000 tonnes en 2019 à 25 000 tonnes cette année, soit une progression 13,6%. 7000 tonnes devraient être transformées sur place, soit 28% de la production totale. 46 acheteurs grossistes, 178 sous-acheteurs et 20 exportateurs ont été enregistrés. Il s'agit de la 4^{ème} campagne officielle de commercialisation d'anacarde au Togo, la première ayant été lancée en 2017 et comptabilisé 15 000 tonnes vendues. A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire (premier producteur mondial, au coude à coude avec le Vietnam) prévoit une production de 800 000 tonnes cette année, avec un prix bord champ fixé à 400 FCFA.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque